

La Chine se moque-t-elle de l'OMC?

COMMÉMORATION Il y a exactement vingt ans, le géant asiatique adhère à l'Organisation mondiale du commerce. Depuis, il est devenu le plus grand exportateur et la deuxième puissance économique du monde. Mais ils sont nombreux, Etats-Unis et UE en tête, à l'accuser de ne pas respecter les règles

RAM ETWAREEA
@rametwareea

Shi Xinyu est une commerçante de bijoux fantaisie et autres produits de décoration à Yiwu. Il y a vingt ans, cette ville située à deux heures de Shanghai était méconnue. Désormais, avec ses 2,9 millions d'habitants, elle s'est fait une place sur la carte du commerce mondial; elle est célèbre pour son marché de gros de petites marchandises. Ce serait même le plus grand au monde. «Le flot d'acheteurs étrangers n'a pas cessé au fil des années, raconte-t-elle au quotidien chinois en anglais *Global Times*. Tous mes amis ont des clients de pays proches et lointains.»

Lié au pouvoir chinois, le journal ne parle pas de Yiwu par hasard. Son marché illustre la métamorphose de tout un pays. Il est le résultat direct de l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). C'était le 11 décembre 2001 à Doha, capitale du Qatar. Après quinze ans de négociations serrées conduites sous la houlette de Jean-Louis Girard, alors ambassadeur suisse auprès de l'organisation basée à Genève, le géant asiatique devenait son 143e membre – sur 164 aujourd'hui – et montait dans le train de la mondialisation. Le champagne avait coulé à flots cette nuit-là au Sheraton.

Le PIB par habitant a grimpé de 1000 à 10 000 dollars

En Chine, cet anniversaire se fête. De 6e exportateur mondial en 2001, le pays est passé au premier rang en 2009. Le PIB par habitant a grimpé de 1000 à 10 000 dollars durant la même période. L'économie chinoise avait débuté sa transformation en 1978 sous l'impulsion de Deng

Xiaoping. Son adhésion à l'OMC lui a donné un grand coup d'accélérateur.

Personne ne peut nier le grand bond chinois. En revanche, une question revient avec insistance: la Chine a-t-elle respecté ses engagements pris à l'OMC au moment de son adhésion? Pour les Etats-Unis, l'Union européenne et d'autres pays, la réponse est non. Le mécontentement se porte principalement sur deux points. D'abord, grâce aux subventions, les entreprises étatiques pratiquent une concurrence déloyale sur le marché mondial. Des transports aux énergies, en passant par les banques et assurances, plus de 500 entreprises sont ainsi devenues des mastodontes qui concourent pour décrocher des contrats internationaux.

Copier, coller

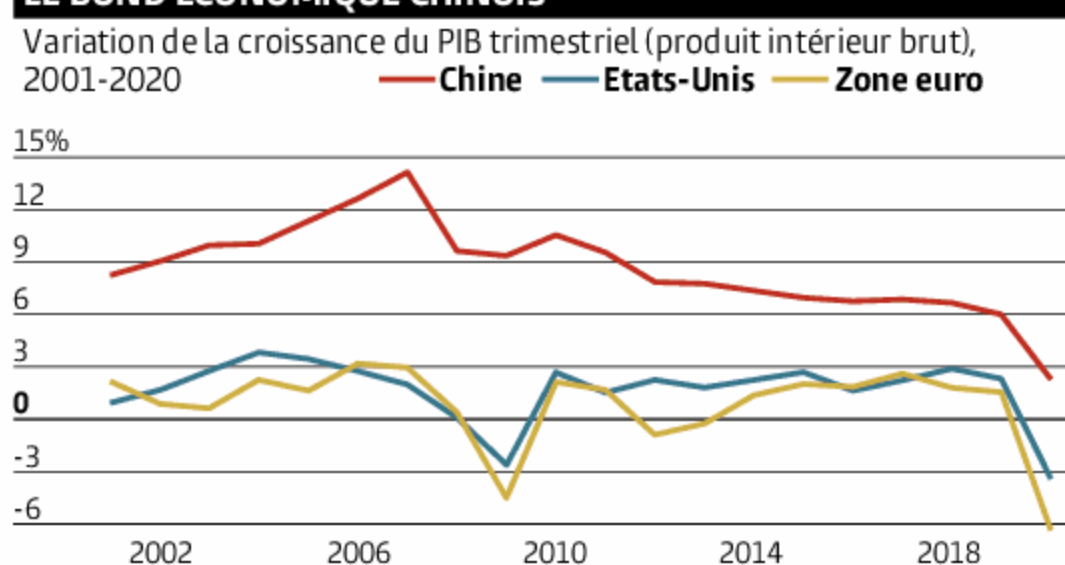
Deuxième accusation: la violation de la propriété intellectuelle et le transfert forcé de technologie. D'un côté, les entreprises étrangères sont contraintes d'avoir un partenaire local avec qui elles doivent partager leur savoir-faire. De l'autre, il existe un marché de contrefaçons des plus prospères en Chine alors que le détenteur de brevets ne touche aucun droit.

«Les accords internationaux ont des limites, a affirmé Audrey Winter, ancienne cheffe négociatrice américaine à l'OMC et qui a aussi été ambassadrice à Pékin, lors d'une table ronde organisée la semaine passée par Merics, un think tank allemand spécialisé sur la Chine. Si Pékin poursuit sa politique de subventions des entreprises ou ne respecte pas les règles de protection de la propriété intellectuelle, c'est que les accords ne sont pas adé-



Doha, 11 décembre 2001. Le patron de l'OMC, Mike Moore (à g.), et le ministre qatari des Finances, Sheikh Yusuf Hussein Kamal, entourent Shi Guangsheng, ministre chinois du Commerce, et portent un toast lors de la cérémonie de signature de l'adhésion de la Chine à l'OMC. (RABIH MOGHRABI/AFP)

LE BOND ÉCONOMIQUE CHINOIS



quats.» Et d'ajouter: «Dès lors, nous devons moderniser les instruments qui ne sont plus adaptés, dans un monde qui a changé». L'ancienne diplomate américaine a reconnu la difficulté de l'exer-

cienne administration Trump – et ce que poursuit son successeur.

Selon Pascal Lamy, ancien directeur de l'OMC, «le président chinois Xi Jinping estime qu'il suit la bonne voie pour le développement de son pays et maintient des barrières. Mais ce n'est pas encore une raison pour dire qu'admettre la Chine à l'OMC était une erreur. Nous en avons aussi largement bénéficié.» Selon lui, on ne peut pas pousser la Chine hors de l'OMC, mais «on peut obtenir son adhésion au projet de réformer l'organisation.»

Pékin respecte les verdicts

Les autorités chinoises n'entendent pas ces critiques. Le mois dernier, le vice-ministre chinois du Commerce, Wang Shouwen, affirmait dans le *Global Times* que son pays n'allait pas assumer d'engagements en dehors de ceux requis par l'OMC. En réalité, des

diplomates reconnaissent que de nombreuses règles sont vagues, ce qui donne une «souplesse» à Pékin.

Pour Christophe Weber, ancien cadre au Forum économique mondial basé à Pékin et président sortant de la Chambre de commerce Chine-Suisse (section romande), les autorités chinoises ont entrepris beaucoup de réformes pour s'intégrer aux institutions internationales. En effet, Pékin n'a jamais rechigné à respecter les verdicts prononcés contre elle à l'OMC.

En décembre 2020, le pays était en train de mettre en œuvre 113 jugements suite aux plaintes de dumping déposées par 16 pays. A ce jour, seuls deux actes d'accusation ont été déposés et concernent les subventions aux entreprises étatiques. Et un seul est en rapport avec les violations de la propriété intellectuelle. ■

Vingt ans qui ont bouleversé le commerce mondial

GÉOPOLITIQUE L'adhésion de la Chine à l'OMC a complètement transformé l'économie mondiale et les rapports de force géostratégiques

FREDERIC KOLLER
@frederickoller

Le Parti communiste chinois doit être fier chandelle à l'OMC. Cet organe de négociation pour l'ouverture des marchés a servi à mieux les intérêts d'un pouvoir qui, il y a vingt ans, peinait à trouver la voie du redressement. L'institution genevoise a non seulement aidé la Chine à s'inscrire pleinement dans l'ère de globalisation de ce début de siècle, mais Pékin a réussi à en faire l'un des hauts lieux de son influence pour diffuser son propre modèle d'ordre mondial.

Un pays mal préparé?

Cela n'allait pas de soi. Le 11 décembre 2001, l'adhésion à l'OMC est célébrée comme un événement historique: en adoptant les règles du marché international, la Chine allait «entrer dans le monde». Après vingt ans de politique de réformes et d'ouverture, il s'agissait de donner un coup d'accélérateur à la libéralisation. Un ministre chinois parlait alors de «thérapie de choc», à l'image de

ce qui se passait en Europe de l'Est. A la différence que celle-ci serait maîtrisée par un Etat fort.

En 2001, les craintes étaient pourtant nombreuses en Chine. La paysannerie (70% de la population) serait laminée par les multinationales agroalimentaires; il faudrait former un millier de spécialistes du droit économique; des millions d'emplois seraient menacés dans les entreprises d'Etat; le secteur financier n'était pas prêt à affronter des règles du jeu étrangères.

En réalité, la Chine était mieux préparée qu'il n'y paraissait grâce aux réformes du premier ministre de l'époque, Zhu Rongji, qui avait fait l'essentiel du travail de restructuration du secteur public. La Chine pouvait surtout compter sur le soutien des communautés d'affaires étrangères et la compréhension des Etats-Unis et de l'Europe. Deux raisons à cela: la perspective d'une croissance économique que soutiendrait l'ouverture de la Chine alors que le reste de la planète tournait au ralenti. Mais aussi l'espoir que la conversion de la Chine au marché entraînerait de façon quasi automatique l'évolution de son système politique.

Un an après Doha, un premier bilan démontrait que les craintes avaient été exagérées. S'il y avait des mises à pied

d'ouvriers, il y avait bien plus de créations d'emplois grâce à l'afflux d'investissements directs étrangers. A l'époque, les élites chinoises étaient considérées comme «pro-marché» et «pro-américaines». Un cercle capitaliste «vertueux» allait se mettre en place: la Chine achetait les bons du Trésor des Etats-Unis ce qui permettait aux consommateurs américains d'acheter de plus en plus de «made in China» en retour.

L'usine du monde

Mieux, en se transformant en atelier du monde, puis en usine du monde, la Chine allait participer à une baisse globale des prix des biens de consommation. Ce modèle reposait sur quelques avantages comparatifs et une grande promesse. Les investisseurs étrangers pouvaient compter sur une main-d'œuvre corvéable à merci, de fortes incitations fiscales, des terrains livrés à vil prix et un droit de polluer illimité. Le marché intérieur chinois restait quant à lui un graal plus lointain.

La crise des subprimes, en 2008, allait marquer une première rupture. Alors que les Etats-Unis colmataient le secteur financier et que l'Europe s'enfonçait dans la crise, Pékin procédait au principal plan de relance en injectant 1000 milliards de dollars. «L'Etat avance, le privé recule», commence-t-on à dire en Chine.

C'est le début de la fin de la lune de miel. Les critiques envers Pékin reprennent vigueur: manipulation de la monnaie, protectionnisme, plus grand pollueur de la planète, vol de la propriété intellectuelle, promesses non tenues dans le secteur financier. L'Europe, les Etats-Unis, ne tolèrent plus la délocalisation d'entreprises.

L'élection de Trump marque une nouvelle étape. Durant sa campagne présidentielle, il accuse la Chine d'avoir réalisé «le plus grand vol d'emplois de l'histoire». La Maison-Blanche fait elle-même un virage protectionniste. Elle n'accuse pas l'OMC, ni même la Chine. Donald Trump pointe du doigt ses prédécesseurs: ils ont été «naïfs». Un discours qui va gagner l'Europe: n'avons-nous pas été aveuglés par les promesses chinoises? Et pourtant la Chine s'est considérablement ouverte.

la Chine a transformé sa puissance économique en puissance politique. Elle a pris le leadership des «pays du Sud»

Ce qui a changé, c'est le fait que la Chine a transformé sa puissance économique en puissance politique. Elle a pris le leadership des «pays du Sud». Son marché est désormais une arme géopolitique.

Le modèle du XXIe siècle?

La Chine se présente aujourd'hui comme le premier défenseur de l'OMC. Le PCC s'affiche en rempart à la tentation protectionniste. Pékin se refuse à toute révision de son statut de «pays en voie de développement» qui lui assure un traitement favorable. Comme le dit l'ancien directeur de l'OMC Pascal Lamy, la question demeure: «Doit-on considérer la Chine comme un pays pauvre avec beaucoup de riches ou comme un pays riche avec beaucoup de pauvres?»

La Chine avait bataillé quinze ans pour s'ouvrir les portes d'une organisation faite sur mesure par les puissances démocratiques et capitalistes au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Reste à savoir si ce succès est la démonstration de la théorie «win-win» chère aux théoriciens de l'OMC. Ou retiendra-t-on que l'organisation genevoise a permis à Pékin de faire la démonstration non seulement de la compatibilité du capitalisme et de la dictature, mais qu'il s'agit du nouveau modèle à suivre pour le XXIe siècle. ■